

**COPIE****MINISTERE DE LA REGION WALLONNE****Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement****Arrêté ministériel autorisant le MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS, boulevard du Nord 8, à exploiter un aéroport de tourisme, route des Lacs, à 5630 CERFONTAINE.**

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement pour la Région Wallonne ;

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, modifiée par la loi du 22 juillet 1974 ;

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail, notamment le titre I, approuvé par l'Arrêté du Régent du 11 février 1946 ;

Vu le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne et ses arrêtés d'application ;

Vu la demande, introduite par le MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS, boulevard du Nord 8, n°, à 5000 NAMUR, visant à exploiter, route des Lacs, à 5630 CERFONTAINE, un aéroport de tourisme ;

Considérant que le projet n'est concerné ni par l'annexe du Décret, ni par l'annexe 2 de l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 31 octobre 1991 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement en Région wallonne; que dès lors la présentation d'une étude d'incidences n'est pas requise d'office et que l'autorité compétente n'a pas jugé opportun d'en imposer une ;

Vu le plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN approuvé par l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 09/12/1993;

Vu le plan des lieux ;

Vu le résultat de l'enquête de commodo et incommodo, laquelle a donné lieu à quatre réclamations;

Vu l'avis favorable du Collège échevinal de CERFONTAINE ;

Vu l'avis favorable de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine ;

Vu l'avis favorable de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement ;

Considérant que l'observation des prescriptions réglementaires et des conditions imposées ci-après est de nature à obvier aux dangers et inconvénients inhérents à l'exploitation de l'établissement ; que dès lors, il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée ;

**COPIE**



**COPIE****ARRETE****Article 1er**

L'autorisation est accordée pour un terme de 20 ans prenant cours à la date du présent arrêté.

**Article 2**

Doivent être observées les dispositions suivantes :

1. Les prescriptions du Règlement général pour la Protection du Travail.
2. Les prescriptions du Règlement général sur les installations électriques rendu obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes par un arrêté royal du 2 septembre 1981.
3. Prescriptions du chapitre VII - Bruit - du 04 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.
4. Conditions générales d'exploitation
5. Conditions d'exploitation relatives aux ateliers d'entretien et de réparation de véhicules automobiles.
6. Conditions d'exploitation relatives aux installations de compression d'air.
7. Conditions d'exploitation relatives aux transformateurs électriques statiques.
8. Conditions d'exploitation relatives aux dépôts d'hydrocarbures en réservoirs fixes
9. Conditions d'exploitation relatives aux ateliers de travail des métaux.
10. Conditions d'exploitation relatives aux ateliers pour le travail des matières plastiques.
11. Conditions d'exploitation relatives aux stations d'épuration.

**Article 3**

Le délai dans lequel l'installation doit être mise en exploitation est fixé à deux ans.

**COPIE**

**COPIE****Article 4**

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat section administration peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

Namur, le 20 SEP. 2003

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de  
l'Environnement pour la Région wallonne,

Michel FORET



*Copie  
Cabinet*

**COPIE**